



Commune
de
Maussane les Alpilles

ARRÊTE

AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.
Stationnement d'une benne pour l'installation d'une zone de stockage, petite route des Baux, au niveau du chantier de réfection du mur du cimetière. Entreprise A&B Génie Civil sise 30 impasse Bois Joly à 13300 Salon de Provence. Entre le 15 février et le 31 mars 2023.

Le Maire de **MAUSSANE LES ALPILLES**,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Route,
- Vu la demande présentée par A&B Génie Civil reçue en date du 10 février 2023,
- Considérant qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée du stationnement d'une benne de zone de stockage,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise A&B Génie Civil est autorisée à occuper le domaine public, petite route des Baux, au niveau du chantier de réfection du mur du cimetière, pour le stationnement d'une benne pour l'installation d'une zone de stockage, entre le 15 février et le 31 mars 2023.

Article 2 : L'entreprise A&B Génie Civil devra mettre en place la signalisation adaptée et permettre le passage des piétons sur un espace sécurisé,
Elle devra prendre toutes les mesures afin de garantir la sécurité publique,
Elle sera la seule responsable des dommages pouvant survenir à l'occasion du stationnement de la benne de stockage.

Article 3 : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- L'entreprise A&B Génie Civil,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux.

Maussane les Alpilles le 13 février 2023.

Publié sur le site internet le : 14/02/2023

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat